


Profil Pays – Bénin

1- Informations générales

	Nom	Bénin
	Capitale(s) du pays	Porto Novo
	Langue	Français
	Ports Principaux	Cotonou
	Littoral (km)	125

2- Liste de Contacts

[Autorités nationales compétentes chargées de préparation et de lutte en cas de pollution par les hydrocarbures](#)

Nom	Comité National de la Lutte contre la Pollution Marine Accidentelle - CNLPMA
Ministère/Département/Agence	Ministère en charge de l'Economie Maritime, des Transports Maritime et des Infrastructures Portuaires
Poste	Président du CNLPMA / Ministre en charge de l'économie maritime
Adresse	Boulevard de la Marina Zone portuaire 01 B.P. 1234 Cotonou Bénin
Téléphone	+229 213 283 41 / 213 283 24
Mobile	
Fax	
Courriel	cabinet_memip@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

[Point Focal GI WACAF](#)

Nom	Fabrice Y.T. Metonwaho
Ministère/ Département / Agence	Ministère de l'Economie Maritime et des Infrastructures Portuaires / direction de la marine marchande

Poste	Chef du service de la prévention de la pollution et de la protection de l'environnement marin.
Adresse	Boulevard de la Marina Zone portuaire 01 B. P. 1234 Cotonou Bénin
Téléphone	+229 21 31 75 18
Mobile	+229 974 816 69 / +229 948 543 14
Fax	
Courriel	metonwaho@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

3- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversements accidentels d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de Pollution Marine Accidentelle par les Hydrocarbures de la République du Bénin
Statut du PNIU	Finalisé & approuvé
Date de dernière mise à jour approuvée	Mars 2010
Décret d'approbation	8 Mai 2006
Comité / Groupe de travail	Comité National de la Lutte contre la Pollution Marine Accidentelle - CNLPMA

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	Non développé	
L'utilisation des dispersants de pétrole comme (première/deuxième/dernière option/pas une option)	N/A	
Existence de procédure d'approbation & d'une liste de dispersant pré-approuvés	Non	
Stock de dispersant	Non	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui	
Si oui, indiquer le nom du décret relatif à la politique d'utilisation de dispersants		
Liste de dispersants approuvés	Non	
Limite géographique pour l'utilisation des dispersants	Non	
Emplacement des sites de stockage		
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures	En cours
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Non
Date de validation	
Groupe de travail / Comité	
Est-ce que la carte couvre le littoral entier?	
Est-ce que les types de littoraux et les zones les plus sensibles sont identifiés et pris en compte?	Non
Est-ce que les cartes de sensibilité sont développées à partir du SIG ?	Non
Source des cartes de sensibilité	

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral ?	Oui

- Plan de gestion des déchets

Statut du plan de gestion des déchets	Non développé
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	N/A
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	
Date de validation	
Comité /groupe de travail	

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fait partie du PNIU?	Non développé
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fournit des informations sur le recours à des experts, des volontaires et les bonnes pratiques?	N/A

- Politique de brûlage in-situ

Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Non
--	-----

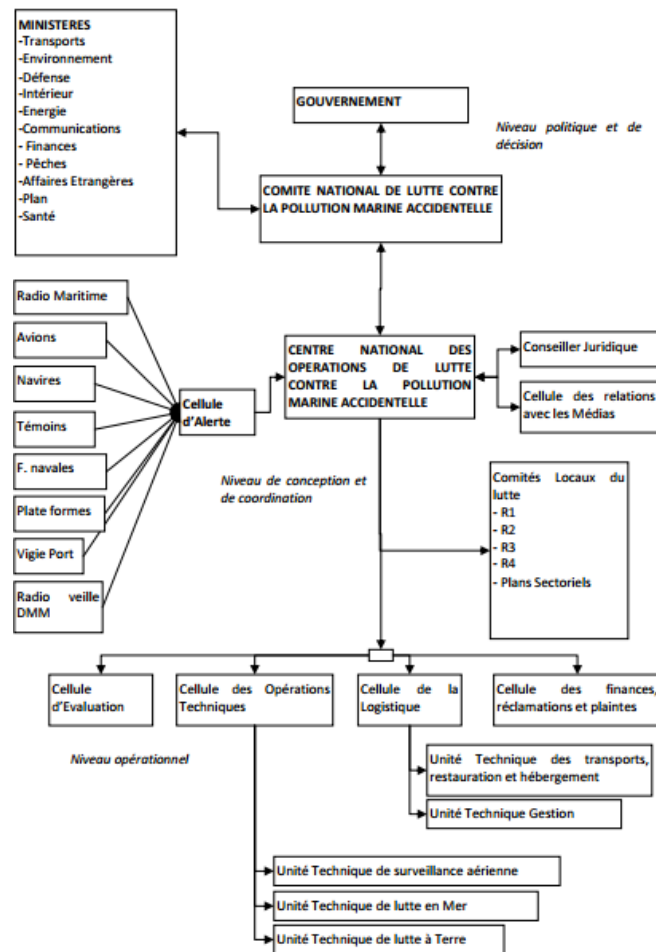
Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce que le concept de Système de Gestion de crise est intégré à tous les aspects du plan (à la lutte en mer, au nettoyage du littoral, à la gestion des déchets etc.)?	Oui
Est-ce que les rôles et les responsabilités sont définis ?	Oui

- Organigramme

ORGANIGRAMME DES RESPONSABILITES ET DE COMMANDEMENT



Aspects transfrontaliers

- Coopération transfrontalière

Est-ce qu'il existe un mécanisme de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui fait partie du PNIU?	Oui
Est-ce qu'il y a des exercices transfrontaliers organisés au moins tous les trois ans ?	Non
Si oui, indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	

- Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement

Est-ce que la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement fait partie du PNIU ?	Oui
Etat d'avancement des travaux concernant la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	
Date de validation	

Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence

Est-ce qu'il y a un processus identifié dans le PNIU pour choisir la meilleure stratégie et technique pour minimiser les impacts (NEBA)?	Non
Est-ce que le PNIU prend en compte l'apport et l'augmentation prévue des ressources pour traiter un certain nombre de scénarios de lutte (intervention à plusieurs niveaux) ?	Non
Est-ce que le PNIU identifie l'accès aux capacités d'observation visuelle?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les substances nocives et potentiellement dangereuses ?	Non

3- Conventions & Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Non
MARPOL IV	Oui	Non
MARPOL V	Oui	Non
MARPOL VI	Oui	Non

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Non
FONDS 1992	Oui	Non
Fonds Complémentaire	Non	Non
Convention HNS 1996	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute - 2001	Non	Non

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la Pollution par les hydrocarbures	Oui	Non
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Oui
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

4- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Non
Liste des activités menées par le projet GI WACAF depuis 2013	
Type et thème de l'activité	Date
N/A	

5- Expertise et ressources

Commentaires

Gouvernement:

Il n'y a pas d'équipement spécialisé disponible. L'armée peut fournir les moyens de surveillance aérienne.

Secteur privé:

Certains équipements non spécialisés pouvant être utilisés pour la lutte à terre sont disponibles commercialement.

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non